



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 4204

Texte de la question

MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Michel Liebgott. Madame la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, la politique de soutien de l'emploi et de lutte contre le chômage demeure une priorité dans le projet de budget pour 2017. Ce poste budgétaire va augmenter de 1,8 milliard d'euros, représentant à lui seul 53 % de la croissance des dépenses de l'État. Bien que la facture budgétaire de la droite ait pesé sur ses marges de manœuvre, le Gouvernement fait donc face à ses obligations.

Depuis cinq trimestres consécutifs, la France crée des emplois : elle en a créé 185 000. Le moral des employeurs repart à la hausse, soutenu par la montée en charge de l'aide Embauche PME. Les marges des entreprises retrouvent leur niveau d'avant la crise et la prévision de croissance pour 2016 reste à 1,5 %. Nous sommes sur la bonne voie, même si le chiffre du mois d'août a démontré que la bataille se mène dans la durée. Chers collègues, madame la ministre, c'est un mouvement positif qui tranche avec l'héritage de la droite.

Pourtant, la droite persiste. Ainsi, cette primaire des candidats de droite conduit à une sorte d'hystérie collective (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains*) pour déterminer qui sera non seulement le plus « courageux », c'est-à-dire en réalité le plus dur, le plus violent, le plus régressif en matière de droits sociaux, mais aussi malheureusement le plus irréaliste. Demain, si elle en avait l'occasion, la droite proposerait la fin des emplois aidés, des allocations chômage dégressives, les trente-neuf heures payées trente-cinq et un dialogue social au rabais !

M. Alain Chrétien. N'importe quoi !

M. Michel Liebgott. Madame la ministre, nos concitoyens en difficulté, les jeunes en recherche d'emploi notamment, attendent de l'État le soutien qui leur permette de prendre leur destinée en main. Pouvez-vous détailler les mesures que vous entendez prendre pour leur redonner confiance ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Monsieur le député, je vous remercie d'avoir bien voulu rappeler que notre pays a créé 185 000 emplois en cinq trimestres consécutifs. Il s'agit là de créations nettes, soit du solde entre les destructions et les créations.

Agir pour l'emploi : voilà ma feuille de route. En effet, et vous avez raison de le signaler, avec 15,3 milliards d'euros, ce budget marque un effort sans précédent, en hausse de 1,8 milliard d'euros.

Ce budget, c'est d'abord des priorités claires : priorité à l'aide Embauche PME, qui a fait l'objet de près de 720 000 demandes depuis le 18 janvier dernier, et à l'aide à l'embauche d'un premier salarié pour les TPE.

Notre deuxième priorité est bien évidemment l'insertion des jeunes. Grâce aux 747 millions d'euros qui lui sont consacrés, soit 176 millions d'euros supplémentaires par rapport à la loi de finances de 2016, le budget pour 2017 concrétise le droit à la Garantie jeunes pour les jeunes précaires qui s'engagent dans ce dispositif d'accompagnement. Nous prévoyons également d'augmenter de 15 millions le budget de fonctionnement des missions locales pour qu'elles puissent s'engager dans cet accompagnement. S'agissant de l'apprentissage, nous avons, avec Clotilde Valter, souhaité dédier 80 millions d'euros supplémentaires à la rémunération des apprentis. Et puis, avec Najat Vallaud-Belkacem, nous avons créé l'aide à la recherche du premier emploi. Nous nous engageons par ailleurs pour l'autonomie et l'amélioration des conditions de vie.

Pour la formation, autre priorité, ce sont 196 millions supplémentaires qui sont prévus en 2017. Quant au compte personnel d'activité, cette grande réforme sera mise en œuvre.

C'est aussi le choix de conforter une politique publique, les contrats aidés mais également l'insertion par l'activité économique et l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée ».

Enfin, permettez-moi de parler, au moment où la primaire de droite tourne au concours Lépine de la régression sociale, d'un budget pour l'emploi et l'activité.

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (8^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4204

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 octobre 2016](#)